REFUSER LA GUERRE PLUTÔT QUE LA COMMÉMORER

Début juillet, une circulaire du ministre de l'éducation nationale ordonnait aux enseignant·es d'organiser une cérémonie commémorant l'Armistice du 11 novembre, pour tous les élèves du CM1 au lycée. Si cette obligation est un peu passée sous les radars médiatiques avec la mobilisation de la jeunesse en cours, cette instrumentalisation de la mémoire est caractéristique de la situation politique actuelle, nauséabonde.

Car dès l'annonce du ministre le 2 juillet, nombre d'enseignant·es ont fait valoir leur liberté pédagogique, indiquant que cette "cérémonie" sera l'occasion d'éduquer à l'horreur de la guerre comme conséquence des nationalismes. Hors de question pour le ministre Édouard Geffray : et pourquoi pas libérer les peuples, se soulever contre l'oppression et désarmer la police tant qu'on y est ? Un guide est alors publié pour préciser le cadre d'une telle cérémonie, excluant tout détournement antimilitariste.

Si ce guide n'est qu'une "proposition d'organisation" et pas un programme à suivre obligatoirement, il est certain que bon nombre d'enseignant·es le suivront aveuglément : vu les conditions de travail à l'école, une cérémonie clé en mains est plus simple à organiser. Cela renseigne aussi sur la direction voulue par le gouvernement : chanter la marseillaise, saluer le drapeau, minute de silence "aux morts", voire cérémonie de décorations en partenariat avec l'armée ou des élus... un embrigadement de la jeunesse qui ne se cache même plus.

À l'heure où les guerres reviennent autant à la mode que l'autoritarisme, rappelons cette évidence que ce sont toujours les peuples, et non les chefs, qui paient le prix du sang du nationalisme.

À bas les armes et toutes les armées, et que maudite soit la guerre.